

## Chronique de la gauche de gauche

# Front de gauche, vers l'éparpillement ?

La question qui vient à l'esprit pour ouvrir la chronique de rentrée sur la gauche de gauche est généralement : « Où en est le Front de gauche ? ». En cet automne 2015, il est tentant de lui en substituer une autre : « Le Front de gauche existe-t-il encore ? ». Il y a de quoi en effet. Comme c'est devenu une habitude, les élections régionales de décembre prochain pèsent sur les débats internes, avec une double question, qui est aussi une double source de conflits, celle des têtes de listes et celle des relations avec le parti socialiste. S'ajoutent aujourd'hui, de plus en plus, des divergences politiques. Il est loin le temps où le programme de 2012, *L'humain d'abord*, était la référence commune. Ces divergences ont été très visibles à propos de la Grèce et des décisions prises par la direction de Syriza<sup>1</sup>. Et sur la forme plus que sur le fond à propos de l'attitude à avoir pour combattre l'hégémonie allemande en

LOUIS WEBER

Europe, comme cela est apparu avec la parution du livre de Jean-Luc Mélenchon, *Le Hareng de Bismarck*<sup>2</sup>.

Et cela au moment où, comme le note Serge Halimi dans *Le Monde Diplomatique* : « Les tentatives de rupture avec les politiques néolibérales se multiplient. Après l'espérance grecque, l'élection imprévue de M. Jeremy Corbyn au Royaume-Uni, demain peut-être le réveil de l'Espagne...<sup>3</sup> ». Il aurait pu ajouter le Portugal où la gauche de gauche (Bloc de gauche et communistes-écologistes) vient d'obtenir près de 20 % des suffrages, le total avec les socialistes dépassant du coup la majorité absolue des sièges au Parlement<sup>4</sup>. Après avoir un temps servi de repère en Europe, l'expérience française du Front de gauche aurait-elle épuisé son potentiel initial ?

1. Alors que le parti communiste et le parti de la gauche européenne ont soutenu les décisions récentes du gouvernement grec, le parti de gauche appelle le 14 novembre 2015 à un sommet international pour un plan B en Europe avec Stefano Fassina (ancien vice-ministre italien de l'Économie et des Finances), Zoe Konstantopoulou (présidente du Parlement hellénique), Oskar Lafontaine et Yanis Varoufakis.

2. Jean-Luc Mélenchon, *Le hareng de Bismarck. Le poison allemand*, Paris, Plon, 2015.

3. Serge Halimi, « Faire sauter le verrou médiatique », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2015, P.1.

4. « La droite portugaise gagne les élections mais perd sa majorité absolue », *Le Monde*, 5 octobre 2015.

## Élections régionales : le grand désordre ?

À l'heure où ces lignes sont écrites, on n'est pas loin de la situation vécue au moment des municipales de 2014<sup>5</sup> : des candidats se réclamant des composantes du Front de gauche sur des listes concurrentes, des listes ne regroupant qu'une fraction des composantes tout en se réclamant du Front de gauche malgré les protestations de celles qui n'y figurent pas, etc. C'est par exemple le cas dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie où le Parti de gauche « souhaite rappeler [qu'il] n'est pas engagé sur la liste portée par le PCF. Le PG est engagé dans le Rassemblement constitué par EELV, la Nouvelle gauche socialiste, Nouvelle Donne et des collectifs citoyens, avec Sandrine Rousseau comme tête de liste régionale. Par conséquent, la liste lancée par le PCF seul ne peut en aucun cas se prévaloir d'être une liste "Front de gauche" »<sup>6</sup>.

Une situation analogue se dessine dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, avec une originalité supplémentaire. La liste conduite par le parti communiste comprend ainsi deux têtes de liste départementales du... MRC, ainsi qu'une autre pour un membre du Parti de gauche, alors même que ce parti fait alliance depuis le début des discussions avec EELV, voulant ainsi poursuivre l'expérience des municipales de Grenoble, au prix, il faut le rappeler, d'une rupture avec les communistes à l'échelle de la région. Cette

fois, l'alliance EELV/Parti de gauche s'est élargie à Ensemble ! et à Nouvelle Donne. Par ailleurs, et le litige avec les communistes semble tenir moins à des divergences sur le programme qu'au choix de ceux-ci de présenter la candidature de deux parlementaires (la sénatrice Cécile Cukierman et le député André Chassaigne) alors que les autres composantes auraient voulu qu'ils signent une charte éthique interdisant aux parlementaires d'être élus régionaux. Autres régions, autres mœurs (électorales) : comme on le verra plus loin, les communistes ont accepté de signer une charte analogue en Languedoc Roussillon Midi Pyrénées, alors qu'en Île de France, ce sont leurs partenaires du Front de gauche qui ont accepté non seulement que Pierre Laurent soit candidat mais aussi qu'il conduise seul la liste régionale.

Dans d'autres régions, c'est finalement le rassemblement qui semble l'emporter. Dans deux d'entre elles, il sera large, avec une alliance du Front de gauche et d'Europe Écologie les Verts : Provence-Alpes-Côtes d'Azur et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. En revanche, rien n'était acquis il y a quelques jours encore en Île-de-France. Il faut dire que le revirement inattendu de Pierre Laurent, secrétaire national du parti communiste, en juin dernier a surpris ses partenaires du Front de gauche. Après s'être présenté comme le champion du non-cumul des mandats – il est en effet sénateur – il a changé d'avis fin juin parce que « Les communistes [l'ont] désigné comme leur chef de file car nous estimons possible de construire un projet "l'Île de France en commun" à l'image de ce qui s'est fait à Barcelone avec une liste faisant converger des forces politiques

5. Voir Louis Weber, « Front de gauche Des municipales aux européennes », *Savoir/Agir*, n° 27, mars 2014.

6. Sur le site du PG Nord. Consulté le 4 octobre 2015.

et citoyennes.[...] ». Contrairement aux habitudes, cette annonce a été faite dans une interview au *Parisien libéré*. À propos du cumul des mandats, le journaliste précise que : « Pierre Laurent assure qu'il renoncera à son mandat de sénateur s'il est élu président de région ». Ce qui n'est pas vraiment le sujet car, pour les autres composantes du Front de gauche, c'est le fait de vouloir être conseiller régional qui était visé<sup>7</sup>, l'hypothèse de voir le Front de gauche gagner la région pour que Pierre Laurent puisse accéder à la présidence étant évidemment d'une grande fragilité.

Ce revirement a surpris aussi la troisième composante du Front de gauche, Ensemble ! Pour Clémentine Autain, « Comme Pierre Laurent avait démenti une telle hypothèse avec des arguments fondés, je ne m'attendais pas à cette candidature »<sup>8</sup>. Et elle a refusé immédiatement de conduire la liste avec Pierre Laurent, se donnant le beau rôle en faisant remarquer que « Le Parti de gauche ne saurait être ainsi marginalisé »<sup>9</sup>.

Ce n'est que début octobre que l'accord a pu se faire : « Pierre Laurent sera la tête de liste régionale du Front de gauche en Île-de-France, dans le cadre d'un trio avec Clémentine Autain, tête de liste en Seine-Saint-Denis et Éric Coquerel, tête de liste à Paris. Les forces

du Front de gauche en Île-de-France ont adopté une base commune d'accord pour l'élection régionale. [...] Cet accord des forces du Front de gauche repose sur un socle programmatique commun ainsi que sur une démarche citoyenne, basée sur la co-construction entre forces citoyennes et forces politiques. »<sup>10</sup>

Cette configuration « restreinte » (c'est-à-dire sans les Verts) se retrouve en Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin, Centre-Val de Loire et Pays de la Loire notamment.

Les mots sont importants là aussi. Ils accompagnent logiquement l'élargissement du bassin des candidats (et des électeurs ciblés) et notamment celles et ceux, de plus en plus choyés au moins en paroles, qui sont qualifiés de « citoyens non encartés ». En Midi Pyrénées, on compte ainsi sur la « dynamique participative du "Projet en Commun", patiemment bâti via une plate-forme participative ces dernières semaines, le rassemblement de gauche écologiste, social et solidaire (EELV, Front de gauche, Parti occitan, Nouvelle gauche socialiste, citoyens non encartés). »<sup>11</sup> Ce « projet en commun » se substitue à ce qui, en 2012, était encore un « programme ». En effet, *L'humain d'abord* était le « programme du Front de Gauche pour l'élection présidentielle et les élections législatives ». Certes, il était déjà le « fruit de nos réflexions mais aussi celui de forums publics tenus dans tout le pays »<sup>12</sup>. Mais ce qui n'était encore

7. Clémentine Autain, d'Ensemble !, sollicitée pour conduire la liste avec Pierre Laurent s'est récusée tout de suite. Sur son blog, Jean-Luc Mélenchon, « Que Pierre Laurent reste sur son analyse initiale de ne pas se présenter pour cause de non-cumul des mandats. », 18 septembre 2015, reprenant une interview donnée à *Médiapart* deux jours auparavant.

8. Clémentine Autain : « La fin du Front de gauche serait suicidaire », *Libération*, 29 juin 2015.

9. *Ibidem*.

10. Communiqué du Front de gauche Île de France du 1er octobre, paru dans *L'Humanité*,

11. *Ladepeche.fr*, 7 octobre 2015.

12. Introduction du programme, disponible sur plusieurs sites.

qu'un « mais aussi » est venu au cœur de la démarche. Le projet en commun, où la préposition a son importance (ce qui va dans l'appel à la participation au-delà de la base commune auquel il est fait référence en Île-de-France), est présenté comme « un outil participatif d'échange programmatique » et se veut une « plateforme [qui] doit permettre à chacun-e non pas simplement d'observer, mais d'agir, en toute transparence dans un cadre souple et efficient où chacun-e doit se sentir responsable et se porter garant-e de l'objectif. Le projet solidaire que nous voulons bâtir n'est pas celui d'un simple cartel d'organisations ou d'un rassemblement d'élu-e-s qui se substitueraient à une dynamique citoyenne. Nous voulons permettre un vrai débat de fond, en confrontant sereinement les idées, pour co-élaborer un projet commun à même de répondre aux urgences sociales, environnementales et démocratiques autour de pratiques nouvelles basées sur des valeurs humanistes »<sup>13</sup>.

Ailleurs, la démarche est la même mais peut être nommée différemment. En PACA, une liste « rouge et verte » pour reprendre une expression en vogue dans d'autres pays et qu'utilise le site Basta !, alliance d'EELV et du Front de gauche, est baptisée « Région coopérative ». Elle sera « ouverte aux citoyens, qui seront également sollicités pour contribuer au programme écologiste et social. Avec l'espoir de retisser le lien perdu entre politiques et électeurs de plus en plus tentés par l'abstention »<sup>14</sup>.

13. Voir le site dédié, pour la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées où l'idée a semblé-il germé : <http://leprojetencommun.net>.

14. « En PACA, l'union des écologistes et de la gauche radicale s'ouvre à la société civile », *www.basta.mag*.

Même là où le Front de gauche part en ordre dispersé – cela semble acquis au moins dans le Nord et en Auvergne Rhône-Alpes – on retrouve les mêmes thèmes : la prise de conscience du fait qu'il existe une rupture entre les citoyens et la politique telle qu'elle se fait aujourd'hui, que le climat est défaitiste à gauche, qu'il faut donc chercher à susciter un « réveil citoyen ». Ce qui conduit à insister sur le volontarisme – redonner espoir et énergie, notamment chez les abstentionnistes –, sur la nécessité de faire converger luttes sociales et environnementales, sans oublier bien sûr le cœur de métier du Front de gauche, l'opposition aux politiques d'austérité.

### Quelles perspectives ?

Pour le Front de gauche, la ligne d'horizon reste les 11,1 % de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle de 2012. S'y ajoute cette fois encore l'espoir d'être en tête de la gauche, renforcé par la déroute annoncée des listes socialistes. Une question clé est celle de la possibilité de se maintenir pour le du maintien au deuxième tour (le seuil est de 10 % des suffrages exprimés, et de 5 % pour pouvoir fusionner avec une liste qualifiée). Pour l'instant, les sondages, qu'il convient évidemment de considérer pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire au mieux une photographie de l'opinion à un moment et dans un contexte donnés, sont plutôt encourageants si on compare avec les résultats des élections intervenues depuis 2012 : 8 % en Île de France, 7 % en PACA (mais avec 7 % aussi pour les écologistes, avec qui il y a liste commune), 9 % dans le Centre, 10 % en Bourgogne-Franche-Comté. Dans la

région Auvergne-Rhône-Alpes, la Liste EELV-Parti de gauche est créditée par plusieurs sondages de scores nettement au-dessus de 10, voire de 15 %<sup>15</sup>.

Si on compare avec les récentes municipales, une remarque s'impose : il n'y a pas eu cette fois-ci d'exception à la règle commune qui veut que le Front de gauche présente des listes autonomes par rapport au parti socialiste. Mais la question va se reposer dans toutes les régions pour le deuxième tour (sauf pour celles où le Front de gauche obtiendra moins de 5 %, où il faudra tout de même décider de l'appel à voter ou non pour les listes socialistes, qui devraient pouvoir se maintenir partout) : faut-il fusionner ou non avec la liste socialiste ? Et, en cas de réponse positive, opter pour une fusion purement technique, permettant d'avoir des élus, sans participation à l'exécutif ou un accord politique pour gérer la région en commun mais, sauf divine surprise, en position subalterne ?

### Des débats à prévoir !

Ce qui va selon toute vraisemblance donner lieu à des débats aussi vifs que pour les municipales ou même, on l'oublie parfois, pour les régionales de 2010 à la suite desquelles, pour citer un exemple, les 20 élus du Front de gauche en Île-de-France ont constitué deux groupes différents dès le départ du mandat (l'un avec 15 membres dont les élus communistes ayant 2 vice-présidents, l'autre avec 5 membres ne participant pas à la gestion de la région).

15. Ces chiffres sont extraits de synthèses faites par le site *L'internaute.com* le 9 octobre et *Le Monde*, 6 octobre 2015.

Ce débat ne devrait pas exister, par nature, là où le Front de gauche part divisé (Nord-Pas-de-Calais et Picardie et Auvergne et Rhône-Alpes). Dans les autres cas, les discussions à propos de la stratégie commune et de la composition des listes ont fait que le Front de gauche fonctionne aujourd'hui bien mieux au niveau local qu'au niveau national. Ce qui est plutôt de bon augure car les obstacles surmontés jusqu'ici ont donné l'habitude du travail concret en commun et des compromis que cela suppose.

Au niveau national, c'est repos. La seule instance commune qui continue à fonctionner, au moins formellement, la coordination nationale, a décidé de suspendre ses réunions jusqu'aux régionales, en pratique donc jusqu'au mois de janvier. Depuis quelques mois, simple effet apparemment anodin d'un changement de calendrier, sa nature même avait changé. Depuis les débuts du Front de gauche, elle se réunissait en effet le lundi, avant les instances de ses diverses composantes<sup>16</sup>. Celles-ci se réunissaient ensuite pour mettre en œuvre les propositions faites par la coordination. Ce qui lui conférait un rôle d'animation de l'ensemble constitué par le Front de gauche. Cette chaîne a été inversée : la coordination se réunit maintenant le mardi, c'est-à-dire après les réunions des instances des différentes composantes. Ses représentants

16. Le nombre de celles-ci vient de diminuer. Ce qui restait de la Gauche unitaire (GU) a en effet « décidé de regrouper ses forces avec celles du Parti communiste français au sein de ce dernier ». Cette absorption qui ne dit pas son nom a été rendue publique à la récente fête de l'Humanité. Voir le communiqué commun sur <http://www.humanite.fr/declaration-commune-du-parti-communiste-francais-et-de-la-gauche-unitaire-sur-le-regroupement-de-la>.

viennent donc à la réunion avec un mandat de leurs instances de direction. La coordination, au lieu d'être à l'initiative se contente donc désormais d'entériner (ou pas) ce qui est proposé par les composantes. Ses réunions sont donc de plus en plus du type des réunions unitaires entre organisations politiques différentes et non plus de direction d'un mouvement politique commun à défaut d'être unifié. Ce qui enlève un peu de substance à l'instance de direction commune et renforce tendanciellement le côté cartel du Front de gauche, si souvent dénoncé dans le passé. ■